



Alternative Regionalisms  
Octobre 2004

Titre original  
“Reclaiming Public Water! -Participatory alternatives to privatisation”  
“Réclamer l’Eau Publique! -Alternatives participatives à la privatisation”

Alternative Regionalisms Programme  
Water Justice Project

Transnational Institute  
Corporate Europe Observatory

Rapport de TNI No 2004/7

Version française  
Traduction par Audrey Heris  
Pour Oxfam Solidarité

**Auteurs:**

Brid Brennan  
Bernhard Hack  
Olivier Hoedeman  
Satoko Kishimoto  
Philipp Terhorst

Mise en page: Fiona Dove

**Design:**

Elisabeth Hoogland, Amsterdam  
Logo Alternative Regionalism, Jan Vos

Imprimé par: GCA

Support financier: ncdo

**Contact:**

Satoko Kishimoto  
Coordinateur de Water Justice  
Transnational Institute  
Paulus Potterstraat 20  
1971 DA Amsterdam  
The Netherlands  
Tel: +31 20 6626608  
Fax: +31 20 6757176  
[satoko@tni.org](mailto:satoko@tni.org)  
[www.waterjustice.org](http://www.waterjustice.org)

Le contenu de cette brochure ne peut être cité ou reproduit, que si la source d'information est reconnue. TNI aimerait recevoir une copie du document dans lequel cette brochure est citée.

Tenez-vous informé des activités et publications de TNI en souscrivant à son bulletin. Envoyez votre demande à [tni@tni.org](mailto:tni@tni.org) ou inscrivez-vous à [www.tni.org](http://www.tni.org)

Amsterdam, octobre 2004

## **Table des matières**

**Introduction 4**

**Privatisation – la tendance a-t-elle changé? 5**

**Réclamer l'eau publique 9**

Un 'Contrôle Social' au Brésil 10

Cochabamba: Partenariat Public-Populaire 12

Ghana: Partenariat Public-Communautaire 15

Dhaka: Un partenariat "Public-Travailleurs" 17

Gestion de l'eau par des Coopératives en Bolivie 18

Solidarité pour l'eau: des partenariats "Public-Public" 19

**Comment améliorer la démocratie de l'eau? 21**

*CADRES:*

Le gâchis de Manille ---6

Des multinationales venant du Sud?---6

Réforme des services publics: Lorsqu'il y a une volonté...---9

Une gestion communautaire : projets soutenus par une ONG---16

Des partenariats entre les services publics malaisiens---20

Financer de l'eau pour tous---23

Notes 25

D'autres sources 28

Livre sur les alternatives à la privatisation de l'eau 29

Comment s'impliquer dans « waterjustice.org » 29

## Introduction :

Le ministre indonésien de l'environnement, Nabel Nakarim a récemment déclaré «qu'il n'y avait pas dans le monde entier une seule compagnie des eaux appartenant à l'état qui se soit révélée un gestionnaire efficace de cette ressource»<sup>1</sup>.

Monsieur Nakarim est peut-être mal informé ou défend par excès de zèle les plans de son gouvernement de privatiser les ressources en eau, mais dans les deux cas, sa déclaration est bien loin de la réalité. Il existe de nombreux exemples de services publics d'eau qui fonctionnent correctement y compris dans les pays en développement.<sup>2</sup> Dans le monde, plus de 95% des personnes qui ont accès à l'eau sont approvisionnées par des compagnies publiques d'eau.

Malheureusement, il y a encore dans les pays du Sud, des centaines de millions de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable et à des moyens sanitaires, et ce nombre n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Dans beaucoup de villes du Sud, les services d'eau ne délivrent pas d'eau potable à toute la population. Par ailleurs, l'approvisionnement public a été fortement compromis par des années d'investissements insuffisants, dans de nombreux cas, en conséquence de l'augmentation de la dette extérieure et des programmes d'ajustement structurel désastreux imposés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Au-delà d'une injustice à l'échelle mondiale, l'incapacité d'approvisionnement des services d'eau puise ses racines dans une injustice locale.

Dans de nombreuses villes, les entreprises publiques gouvernementales, distribuent de l'eau à bas prix dans les quartiers riches où habitent les élites locales mais ne distribuent pas d'eau dans les quartiers pauvres, en particulier ceux composés d'habitations de fortune. Après des années, la qualité de l'eau restant faible, les systèmes d'approvisionnement régulièrement interrompus, sans compter tous les autres problèmes, les populations se retrouvent sans beaucoup d'illusions. C'est pourquoi, dans certaines villes du Sud, la privatisation de l'eau reste une option très prisée.

Heureusement, il existe d'autres alternatives à la privatisation des services de l'eau. Ces dernières années, grâce à des réformes au sein des services publics, de réelles améliorations ont été réalisées par les services d'eau.

Ce document se concentre en particulier, sur certaines villes du Sud où de réels progrès ont été réalisés grâce à l'introduction de divers modèles de participation publique et de contrôle démocratique. Dans ces villes de tailles différentes, des réformes démocratiques ont permis aux services d'eau d'être plus à l'écoute des besoins de la population, spécialement des plus pauvres. Ces réformes sont-elles applicables dans d'autres villes ou pays du monde ? Quels sont les obstacles principaux à l'extension de ces modèles innovateurs ? C'est à ces questions clés que tente de répondre ce rapport.

## Privatisation : La tendance a-t-elle changé ?

Durant les années 90, la privatisation souvent sous la forme d'un «Partenariat Public - Privé » (PPP) a été imposée aux pays de développement par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale via ses programmes d'ajustements structurels comme une des conditions clés afin d'obtenir des prêts.

Ces institutions financières, avec le soutien des élites locales, ont défendu le projet de privatisation des services d'eau comme étant l'unique moyen de pallier le manque de finances du gouvernement ou à la dégradation des services publics trop bureaucratiques. Ainsi, dans beaucoup de grandes villes du Sud, les compagnies privées d'eau ayant leur siège central en Europe, ont pris le contrôle des services d'eau.

Très rapidement, cela devint évident que la privatisation n'amènerait pas les résultats escomptés, c'est-à-dire, l'efficacité et l'amélioration de l'accès à l'eau potable pour les plus pauvres.

La montée des prix ainsi que le non-accomplissement des promesses d'investissements ont été un des résultats majeurs de la privatisation dans de nombreuses villes comme Cochabamba, Manille, Jakarta, etc.<sup>3</sup> Malgré ces résultats déplorables, certains experts espéraient que la recette de la privatisation continuerait à augmenter, créant ainsi un marché mondial privé valant des milliards de dollars. L'année 1997 a été celle où le plus d'argent (des milliards) a été investi par le secteur public dans le rachat de services privatisés.<sup>4</sup>

Au début de ce millénaire, les forces néolibérales aussi bien au Nord qu'au Sud, ont dû constater avec surprise et effroi la chute de ce mouvement d'extension. Les 3 grandes multinationales (Suez, Véolia et RWE/Thames Water- qui ensemble contrôlent 85% du marché privé de l'eau) réalisèrent qu'elles ne pourraient pas tenir leurs promesses d'améliorer la distribution en eau dans les villes ayant une large population pauvre et en même tant combler les attentes de leurs actionnaires. Le début d'une vague de campagnes contre la privatisation dans le monde, liées à des réseaux régionaux ou internationaux, accentua ce revirement de situation.<sup>5</sup> En 2002, Suez annonça son retrait des villes où le profit n'était pas suffisant et la diminution de ses effectifs de 1/3 dans les pays en développement.<sup>6</sup> De nouvelles concessions seraient uniquement envisagées dans les villes où de rapides bénéfices seraient possibles. D'autres géants de l'eau suivirent peu de temps après et le nombre de concessions annulées ne fait qu'augmenter depuis. Les villes au profil intéressant sont Manille, Ho Chi Minh City (Vietnam), Jakarta, Maputo (Mozambique), Buenos Aires et Shanghai. Dans les villes comme Cochabamba, Atlanta et Grenoble, les concessions furent annulées à la suite des protestations des citoyens et à l'intervention de leur conseil municipal.

Les multinationales de l'eau se remettent de leur échec et se tournent à présent vers les marchés plus profitables, d'Europe, des Etats Unis, du

Canada et du Japon, ce qui menace l'avenir des services publics d'eau de ces régions.

### **Le gâchis de Manille**

La situation à Manille, aux Philippines, illustre largement l'incapacité de la compagnie Suez ainsi que d'autres multinationales à tenir leurs promesses. Manyniland, une filiale de Suez, responsable depuis 1997, de la distribution en eau de la moitié ouest de Manille, n'a jamais investi dans l'amélioration de l'accès à l'eau, ni dans la réduction des fuites d'eau comme stipulé dans son contrat. Au lieu de cela, la compagnie a augmenté le prix de l'eau jusqu'à 500% dans les six premières années. Lorsque le gouvernement a hésité à approuver une nouvelle augmentation du prix de l'eau, Suez décida de mettre fin à son contrat et se rendit à la Cour Internationale d'Arbitrage afin d'obtenir des compensations pour les investissements et les profits escomptés. L'incapacité de la compagnie Suez à améliorer les services pour les plus pauvres, a été la principale raison d'une épidémie de choléra qui a causé la mort de plusieurs personnes en 2003. Malgré ce piètre résultat, le gouvernement compte récompenser Suez avec des fonds provenant des taxes des philippins. La coalition de la société civile Bantay Tubig demande au contraire que ces fonds soient utilisés pour créer un service public viable, qui puisse fournir de l'eau efficacement et à un prix abordable, à ceux qui en ont besoin.<sup>7</sup> Il n'est donc pas surprenant que Suez soit devenue la première cible des campagnes contre la privatisation à travers le monde. En effet, des campagnes mondiales contre Suez ont été lancées au début de cette année par « Jubilee South » entre autres coalitions internationales de mouvements sociaux.<sup>8</sup>

### **Des multinationales venant du Sud ?**

Une nouvelle tendance émerge dans de nombreux pays en développement, sous la forme de « corporations nationales privées » qui prennent petit à petit le contrôle des services publics. En Malaisie par exemple, le gouvernement semble déterminé à privatiser ses services publics, en vendant leurs concessions non pas à des géants européens de l'eau, mais à des opérateurs malaisiens. Certaines de ces compagnies privées deviennent elles-mêmes des multinationales. Avec le soutien actif de leur gouvernement, elles prennent le contrôle de la distribution d'eau en Asie du sud-est, mais aussi en Chine, en Afrique et même au Royaume-Uni. Ces barons de l'eau malaisiens sont « le Ranhill Group, Puncak Niaga, Zencon et NS Water ». Toutes ces compagnies appartiennent à de riches hommes d'affaires malaisiens.<sup>9</sup> Peu de temps après qu'une compagnie malaisienne ait signé un contrat de 600 millions de dollars au Zimbabwe, le ministre Jamaludin Mohd Jarjis s'est réjoui de ce contrat qui « permet à la Malaisie de prendre part aux nouvelles affaires qui émergent sur le continent Africain »<sup>10</sup>, et a ajouté que « les géants qui ont réussi chez eux, doivent réussir à relever le défi et devenir des acteurs sur le plan mondial »

## **Donner des subsides à la privatisation ?**

L'incapacité de ces multinationales à fournir de l'eau aux pauvres à un prix abordable et leur retrait à grande échelle des concessions de par le monde, a simplement amené la Banque Mondiale à adapter sa rhétorique. Alors que cette dernière déclare «être ouverte à toutes les solutions qui fonctionneraient», elle n'a pas sérieusement reconsidéré les vertus de la privatisation. Une étude de «Public Citizen» sur les prêts administrés durant la période d'avril à juin 2004, révèle que «la Banque Mondiale continue à promouvoir les bienfaits de la privatisation et des politiques de recouvrement des coûts, et soutient les structures légales qui amoindrissent la démocratie locale malgré les preuves que de telles politiques diminuent l'accès, augmentent le prix de l'eau pour les pauvres, aggravent les inégalités et réduisent le contrôle au niveau local»<sup>11</sup>. Les pressions perpétuelles de la Banque Mondiale sont une des raisons pour lesquelles le gouvernement d'Uruguay et de Thaïlande se préparent à la privatisation, malgré le fait que leurs services d'eau fonctionnent efficacement. Inspirée par le rapport de mars 2003 «Water for All» écrit par un comité présidé par l'ancien directeur du Fonds Monétaire International, Michel Camdessus, la Banque Mondiale est en train de développer différents types de subsides et mécanismes de garanties afin de permettre aux multinationales de reprendre leur expansion dans le Sud.<sup>12</sup> Alors que la Banque Mondiale condamne systématiquement les subsides gouvernementaux aux infrastructures publiques, dépenser les mêmes fonds pour le bien-être des corporations est perçu comme «innovateur». La Banque Mondiale n'est pas la seule à donner de manière obstinée cette réponse, avant tout idéologique, face au déclin apparent de la privatisation mondiale. Le gouvernement des Etats Unis (USAID) ainsi que l'Union européenne soutiennent activement les multinationales en les aidant à continuer leur développement. Pour une excellente analyse des risques liés à ces «mécanismes de financement innovateurs» voir le rapport «Qui Prend des Risques?» écrit par Tim Kessler du «Citizen's Network» sur les Services Essentiels.<sup>13</sup>

L'UE a récemment accordé 1 milliard d'euros pour des équipements d'approvisionnement en eau ACP-UE, un budget visant à améliorer l'accès à l'eau potable et à des moyens sanitaires dans les pays ACP (anciennes colonies européennes d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et du Pacifique). Malgré de nombreuses critiques de la part de la société civile, les modalités de la Commission européenne pour dépenser le budget «d'équipement d'approvisionnement en eau», font écho aux propositions du «Rapport Camdessus» qui visent à utiliser les fonds publics et l'aide au développement afin de donner des subsides au secteur privé des investissements en eau.<sup>14</sup> Ceci coïncide avec la politique menée par la Commission européenne durant les années 90, quand le développement global des multinationales européennes s'est vu donner un élan considérable grâce à un soutien financier et à la politique menée par les gouvernements européens, la Commission européenne et les autres institutions internationales. Les dépenses de l'aide au développement de l'UE au secteur de l'eau dans les pays en développement, va principalement à la «restructuration administrative» et autres coûts liés à l'introduction des programmes de

privatisation.<sup>15</sup> De même, ce penchant pro-privatisation est aussi présent dans « l'Initiative sur l'Eau » de l'Union européenne, présentée au sommet de l'ONU à Johannesburg sur le Développement Durable (2002). L'Initiative sur l'Eau de l'UE qui a reçu des gouvernements européens, un budget de 2,4 milliards d'euros, a pour but d'accentuer de rôle du secteur privé à travers des partenariats «Publics-Privés» (PPPs).<sup>16</sup>

Les gouvernements français et britannique ont joué et jouent toujours, un rôle important afin que les multinationales françaises et britanniques ouvrent de nouveaux marchés. Malgré les promesses du gouvernement britannique de cesser toute «aide rapprochée», une part importante de l'aide au développement dépensée dans le secteur de l'eau va à des compagnies britanniques comme PriceWaterhouseCoopers, KPMG et le Adam Smith Institute. Ces consultants conseillent les gouvernements nationaux et régionaux de l'Inde, du Ghana, de la Tanzanie et ailleurs, sur la manière de privatiser leurs infrastructures d'approvisionnement en eau.<sup>17</sup>

De plus, l'UE fait en sorte d'assurer le développement des géants européens de l'eau à travers les négociations internationales, comme les pourparlers au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (AGCS). La liste de l'UE de demandes d'accès aux marchés dans le cadre des négociations de l'AGCS a été écrite en étroite collaboration avec les géants de l'eau Suez, Veolia et Thames Water. La liste des demandes a révélé que l'UE a demandé à 72 membres de l'OMC (14 d'entre eux font partie des Pays les Moins Avancés - PMA) d'ouvrir leurs secteurs d'approvisionnement en eau et la gestion des eaux usées aux multinationales européennes de l'eau.<sup>18</sup>

Le rôle agressif de l'UE se reflète dans ses négociations commerciales « inter-régionales » et « bilatérales » avec les pays du Sud. Dans le contexte des négociations en cours avec le Mercosur, par exemple, l'UE met beaucoup de pression sur les gouvernements sud-américains, afin qu'ils libéralisent leurs services, en échange d'un meilleur accès aux marchés européens pour leurs produits agricoles.<sup>19</sup> L'influent forum «Business Asie-Europe » utilise la réunion «Asie- Europe» pour « accélérer l'acceptation du PPP dans le développement des services publics » en réussissant à convaincre les représentants des gouvernements des bienfaits du concept.<sup>20</sup>

Les nombreuses expériences ratées de privatisation montrent que les multinationales motivées par le profit, ne sont pas assez aptes ou même capables d'assurer un accès à l'eau aux plus pauvres. Soutenir les réformes des services publics ainsi que l'expansion des fournisseurs qui ne recherchent pas le profit est de loin la meilleure marche à suivre.

Le Parlement européen a déjà exprimé son soutien dans ce sens. Dans une résolution de septembre 2003 sur l'approche de l'UE dans le domaine de l'eau dans les pays du Sud, une majorité au Parlement européen a insisté «sur le besoin de soutenir les autorités publiques locales dans leurs efforts pour établir un système démocratique, innovateur et participatif de gestion de l'eau, qui soit efficace, transparent et régulé par le respect des objectifs du développement durable, afin de rencontrer les besoins de la population»

## Réclamer l'eau publique

Ce document présente toute une série d'exemples de villes à travers le monde, où la distribution en eau a été améliorée grâce à la participation et au contrôle croissant de la population, mais aussi grâce à d'autres réformes démocratiques.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de ces exemples réussis et jusqu'à quel point peuvent-ils être appliqués à d'autres pays comme alternatives à des services publics étatiques défaillants ou aux multinationales guidées par le profit ?

**« A Hyderabad, la plupart de l'eau des réservoirs est destinée à une population prospère qui a une utilisation journalière de 500 à 600 litres par famille de deux ou trois personnes, alors que dans la partie sud de la ville, la population ne reçoit que 10 à 15 litres d'eau après avoir fait la queue pendant cinq à dix heures. Quand le camion citerne arrive dans leur localité, des milliers de personnes se battent pour avoir de l'eau. Il y a beaucoup d'eau à Hyderabad, mais la distribution est inégale. Il faut faire face aux problèmes liés à la corruption dans les projets publics»<sup>21</sup>**  
V.S.B. Reddy de l'Association de Recherche sur l'Environnement, l'Education et le Développement (REEDS). Hyderabad, Inde- Forum Social Mondial, janvier 2004.

### **Réforme des services publics : Lorsqu'il y a une volonté....**

Dans certains cas, les exploits fulgurants faits dans le domaine de la distribution en eau sont simplement une question de volonté et de vision politique. Pendant les années 80, le maire progressiste de la région de Bogotã, capitale de la Colombie, refusa de privatiser l'eau malgré une pression de la part de la Banque Mondiale. Au lieu de cela, ils réformèrent de manière efficace le service public de l'eau et des égouts de Bogotã, la EAAB, devenant le service le plus efficace et équitable de Colombie et même d'Amérique Latine.<sup>22</sup>

Étendre la distribution en eau dans les quartiers pauvres fut une priorité. En 2001, 95% de la population recevait de l'eau potable, et 87% était reliée au système d'égout. Ceci représente un réel exploit car la population de la ville est en constante croissance.

Cette extension fut financée grâce à l'introduction d'un système de tarif progressif. Les plus riches de la ville payant leur facture d'eau jusqu'à 200% plus cher que le prix réel, et les plus pauvres payant un prix plus abordable. Des campagnes d'éducation ont réduit de 30% la consommation en eau par personne.

Des gestionnaires motivés peuvent aussi faire une grande différence. A Pnom Penh, la capitale du Cambodge d'un million d'habitants, le nombre de foyers ayant accès à l'eau courante a augmenté de 25% à 80% en dix ans.<sup>23</sup> A

présent, l'eau coule 24 heures par jour au lieu de 10 heures comme auparavant. Les habitants des quartiers pauvres ne sont plus dépendants des vendeurs privés et le niveau de santé a augmenté. D'après les différents observateurs, le rôle qu'a joué Ek Sonn Chan, a été déterminant. Il devint directeur de la « Phnom Penh Water Supply Authority » (PPWSA), le service public de l'eau en 1993. Chan souligna le fait que les exploits du service et son efficacité sont dus au fait que la PPWSA est autonome, et échappe donc la bureaucratie du gouvernement de la ville. « Nos salaires ne sont pas élevés, mais notre motivation est très grande » expliqua Chan lors d'une interview pour un journal. Son but est que d'ici 2015, 95% des foyers aient accès à de l'eau courante. L'exemple de Pnom Penh est largement cité par la Banque Asiatique du Développement comme étant un exemple de recouvrement total des coûts. Nous ne savons pas clairement si la PPWSA emploie un système de structures de tarif afin d'assurer aux habitants un prix d'eau abordable.

### **Un «contrôle social» au Brésil**

L'exemple le plus connu de « gestion participative » de l'eau, est celui du « Departamento Municipal do Agua e Esgoto » (DMAE), la compagnie des eaux de Porto Alegre, capitale du Rio Grande do Sul, province du sud du Brésil. La gestion de l'eau a été transformée après l'arrivée au pouvoir du « Partido dos Trabalhadores, PT » (le parti des travailleurs) il y a 15 ans.<sup>24</sup>

Le DMAE demande, lors de ses opérations et de ses investissements, un grand degré de participation de la population ainsi qu'un contrôle démocratique. Un conseil de représentants locaux de la société civile contrôle le travail journalier du service, créant un système de surveillance et d'équilibre. Le plus important est que leurs opérations et les décisions d'investissements soient soumises à un processus de participation au budget. Comme dans beaucoup d'autres domaines faisant partie de la vie publique de Porto Alegre, c'est la population qui décide directement des priorités budgétaires de leur compagnie en eau. Lors de réunions publiques, chaque citoyen a son mot à dire sur le choix de l'investissement qui devrait être fait en premier. Ce modèle de participation est une des raisons pour lesquelles les communautés les plus pauvres ont gagné un meilleur accès à l'eau potable : leurs besoins sont prioritaires car ils participent directement à l'élaboration de nouveaux projets. Aujourd'hui, 99% des résidents de Porto Alegre ont accès à de l'eau potable ce qui est bien plus que dans toutes les autres villes du Brésil.

Ce système participatif comporte beaucoup d'autres avantages, il offre à la population de prendre part aux décisions et de développer ainsi un sens de la propriété collective, qui permet occasionnellement une hausse des prix nécessaire au financement de nouveaux projets. Le système de tarification est très progressif : les groupes ayant de faibles revenus payent l'eau à bas prix, grâce à des tarifs solidaires, alors que l'eau utilisée au-delà d'une consommation de base est relativement chère. Le prix de l'eau du DMAE est l'un des plus bas au Brésil, mais parallèlement, les campagnes d'information

sur l'environnement et la structure des prix progressifs, ont diminué la consommation générale en eau. Le DMAE est un service public, mais il est financièrement indépendant de l'état car auto-financé par les factures d'eau des 1,4 millions d'habitants. C'est une compagnie qui ne recherche pas le profit et réinvestit les surplus dans l'amélioration de la distribution d'eau.

**« A grâce à un contrôle social, plus de transparence et de démocratie, les gens nous poussent à être plus performants » Carlos Todeshini de la DMAE**

Un modèle de « participation » comparable a fonctionné dans le reste du Rio Grande do Sul entre 1998 et 2002. Des assemblées locales participant à l'élaboration du budget ainsi que des comités de « citoyens- utilisateurs » ont joué un rôle décisif dans la prise de décision du service public «Companhia Riograndese do Saneamento» (CORSAN) qui approvisionne approximativement 6,5 millions de personnes dans le Rio Grande do Sul (en excluant la capitale de l'état Porto Alegre).<sup>25</sup> Ceci a permis à la CORSAN de devenir la compagnie d'eau la plus efficace du Brésil et de contribuer largement au développement de l'accès à l'eau. Pourtant, peu de temps après que le Parti des Travailleurs ait perdu les élections d'octobre 2002 au profit des centristes du PMDB, la «participation» de la population a été fortement réduite.

Ces évènements soulignent l'importance du soutien du gouvernement local dans l'établissement et le maintien de ce type de gestion participative. Le succès accompli à Porto Alegre et dans le Rio Grande do Sul a été une source d'inspiration pour de nombreuses villes du Brésil, les incitant à introduire des formes de participation lors de l'élaboration du budget ainsi que d'autres réformes démocratiques radicales. D'autres exemples de participation à la gestion de l'eau comme celui de Porto Alegre peuvent être trouvés dans d'autres villes comme Caxias do Sul dans l'état de Rio Grande do Sul, Recife dans l'état de Pernambuco au nord-est, ainsi que Santo André, Jacarei et Piracicaba dans l'état de São Paulo.<sup>26</sup> A Recife, une ville en pleine expansion, de plus de 1,5 millions d'habitants, la compagnie gouvernementale des eaux était très impopulaire. Après de longues consultations populaires, le «Conseil Municipal de l'Eau et du Système Sanitaire» a vu le jour dans le but d'améliorer la distribution en eau.<sup>27</sup> Les performances de la compagnie après sa restructuration ont augmenté de manière significative en seulement quelques années, grâce à l'engagement des représentants des différentes communautés et des organisations non gouvernementales. Les nombreuses consultations avec la population, ainsi que les plans visant à améliorer la qualité des services publics, élaborés lors de ces réunions, ont permis aux gestionnaires de la compagnie d'obtenir un prêt de 84 millions de dollars lors de leurs négociations avec la Banque Mondiale en 2003. Cette dernière a d'abord insisté sur la privatisation de la compagnie, mais après d'intenses négociations, elle a abandonné cette condition pour accorder le prêt.<sup>28</sup>

**« Nous ne pouvons pas défendre uniquement le maintien du statu quo qui n'est pas favorable aux pays en voie de développement. Nous pouvons faire de réels changements en améliorant la qualité des services publics grâce à une participation de la population et à des mécanismes de contrôle social » Antonio da Costa Miranda, directeur municipal de l'eau et du traitement des eaux usées de Recife.**

Dans la ville de Matão, dans l'état de São Paulo, une privatisation a été évitée de justesse grâce aux conseils de la Fédération des Services Publics de l'Eau, la ASSEMAE.<sup>29</sup> Cette ville de 50.000 habitants se trouvant à l'intérieur des terres, manquait de fonds pour financer les nouveaux investissements nécessaires afin d'approvisionner en eau la population grandissante. La ASSEMAE proposa d'avoir une réunion publique afin de venir à bout de ces défis. 150 personnes y participèrent et conclurent de ne pas privatiser l'eau. Un service public d'eau indépendant a été créé à la place et a assuré en 5 ans 100% de la couverture en eau et en installations sanitaires sans aucun financement externe. Ceci a été rendu possible grâce au changement de la structure des tarifs afin de réduire les pertes et d'encourager la réparation des fuites. Ceci a permis de résoudre le problème du manque d'eau et rendit inutile la nécessité de nouveaux investissements.

**« Nous sommes convaincus que ces exemples au Brésil montrent qu'un dialogue peut résoudre des problèmes apparemment insurmontables. » Antonio da Costa Miranda, directeur municipal de l'eau et du traitement des eaux usées de Recife**

Le résultat positif à Porto Alegre et ailleurs au Brésil a inspiré d'autres communautés en Amérique latine à introduire des formes de contrôle démocratique afin de construire un système de gestion de l'eau plus efficace et équitable. Un bon exemple est celui de la ville de Cochabamba en Bolivie, où un modèle innovateur de gestion « public-populaire » est en plein développement.

### **Cochabamba : Partenariat Public- Populaire**

Au printemps 2000, la population de Cochabamba s'est mobilisée contre les performances désastreuses de la multinationale états-unienne Bechtel qui contrôlait le conglomerat « Aguas del Tunari » depuis sa privatisation en 1999. Cette mobilisation a eu lieu après une augmentation du prix de l'eau et l'expropriation des systèmes communautaires de l'eau.

Des groupes communautaires, des syndicats et des fermiers d'irrigation se regroupèrent et formèrent « La Coordinadora del Agua ».

Malgré une forte répression de la part du gouvernement, un référendum public fut organisé et plusieurs mobilisations importantes eurent lieu, conduisant au désaveu d'Aguas del Tunari. Peu de temps après, la « Coordinadora » réussit à prendre le contrôle de l'organe de décision de la

SEMAPA et s'engagea à construire un système de distribution de l'eau plus juste et démocratique.

Pendant des années, à cause d'organes publics incontrôlés et des manipulations de la part des partis politiques, la SEMAPA n'a pas pu se développer en un service public progressif et efficace, au service des pauvres. A présent, la compagnie est restructurée et se transforme en un service public transparent, possédant un grand taux de participation de la part des citoyens dont le sentiment de propriété s'est accru.

Alors que le gouvernement local s'est montré largement hostile à l'égard de la Coordinadora, la coopération entre les travailleurs et les syndicats s'est avérée cruciale.

Les statuts de la compagnie municipale SEMAPA furent réécrits avec la participation de la population, permettant ainsi aux citoyens d'élire quelques-uns de leurs représentants au Conseil des Directeurs. En mai 2002, trois des sept membres du conseil furent élus par les habitants des zones sud, centre et nord de la ville.<sup>30</sup> Pour la première fois, les syndicats de la SEMAPA se sont vu offrir une place permanente au Conseil.

Le modèle qui se développe à Cochabamba pouvant être décrit comme un partenariat ou une gestion « public-populaire », a réussi à transformer la SEMAPA en un service public et démocratique qui a pour but d'améliorer les conditions de vie des plus démunis de la ville. Pourtant, il reste de nombreux défis avant d'obtenir l'accès pour tous à l'eau potable.

La SEMAPA a hérité de nombreuses années de mauvaise gestion : conduites d'eau détériorées au fil du temps, d'énormes dettes, un traitement insuffisant des eaux usées, l'interruption du débit d'eau et une grande partie des pauvres de la ville non reliés au système de canalisation.

En effet, dans les quartiers sud de la ville en pleine expansion, plus de 130.000 habitants n'ont pas accès aux services d'eau et d'égouts de la SEMAPA. L'approvisionnement en eau dans ces quartiers pauvres et marginalisés, se fait par l'intermédiaire de « comités de l'eau » dans lesquels des voisins se sont regroupés afin d'entretenir les puits ou autres installations afin d'approvisionner les différentes communautés.

Maintenant que la SEMAPA se transforme en un service public/populaire avec des objectifs clairs visant à aider les pauvres et permettre aux citoyens d'avoir une plus grande influence, ces comités de l'eau se sont associés afin d'être collectivement reliés aux services de la SEMAPA.

La qualité de l'eau dans la vallée de Cochabamba est très faible. En effet, l'eau est trop saline pour être bue et les foyers dépendent de vendeurs privés pour s'approvisionner en eau potable. Ces derniers vendent de l'eau, pas souvent potable, à un prix élevé. Par ailleurs, n'étant pas reliés au système d'égout de la SEMAPA, les quartiers dépendent pour l'instant de fosses septiques et de latrines. Les « comités de l'eau » travaillent de ce fait en étroite collaboration avec la SEMAPA afin de développer un modèle de gestion partagée, se basant sur la capacité d'organisation et d'expertise des comités dans leur quartier respectif, mais aussi sur la capacité de la SEMAPA d'assurer la distribution en eau et le service d'égout. Luis Sanchez et Raul Salvatierra, représentants de la zone sud au Conseil, déclarèrent que

«les comités de l'eau avaient entamé un processus de dialogue et de consensus avec les autorités afin de définir un modèle de cogestion des services de base où chacun assumerait ses rôles et fonctions. »<sup>32</sup> Durant le peu de temps où elle se chargeait de la distribution en eau, la société Bechtel avait tout simplement exproprié les puits et canalisations qui avaient été construits par les «comités de l'eau». La compagnie a uniquement étendu son système de canalisation dans la partie sud de la ville et a augmenté le prix de l'eau peu de temps après. Dans ce contexte, la coopération constructive entre la SEMAPA et les comités informels de l'eau, apparaît donc comme une réelle innovation.

A part assurer l'extension de la distribution en eau dans les quartiers non reliés, cette gestion « publique-populaire » doit faire face à d'autres défis, comme notamment l'accès aux ressources d'eau. Réduire les fuites est donc l'unique solution pour augmenter la distribution en eau chez les utilisateurs et diminuer le besoin de construire des barrages qui sont chers et qui nuisent à l'environnement. Mais au-delà des améliorations techniques, de nouvelles approches basées sur le long terme et la justice devront être développées afin d'éviter les conflits qui découleraient d'une demande en eau grandissante des zones urbaines et les besoins de l'agriculture des zones périphériques.

La dette principale accumulée par les propriétaires précédents a eu pour effet de rendre le développement des services publics vers les pauvres des villes et la réduction des fuites dans les systèmes de canalisation existants, dépendant des prêts administrés par des institutions financières internationales comme la Banque Inter-Américaine de Développement (IADB).

Malgré le fait que la IADB soit pour la privatisation et soit hostile aux changements envisagés par la Coordinadora, elle accorda un prêt à la SEMAPA sous une gestion public-populaire.

Ceci fut un réel exploit pour les membres du nouveau Conseil, qui planifièrent d'utiliser ce prêt pour améliorer la distribution en eau potable des habitants les plus pauvres.

Pourtant, la distribution de l'eau à Cochabamba reste un réel problème politique. En effet, la plus grande opposition à une gestion publique-populaire n'est pas venue de la IADB, mais des élites locales et nationales qui n'ont pas hésité à leur mettre des bâtons dans les roues, dès qu'elles en ont eu l'occasion.

Le succès de l'action contre la société Bechtel qui a donné lieu à une gestion public-populaire, a redonné confiance aux mouvements sociaux dans leur lutte contre les politiques néolibérales du gouvernement national de La Paz. Cependant, le soutien que porte une majorité de la population de Cochabamba au modèle de gestion publique-populaire de la SEMAPA pourrait diminuer si les gens ne voient pas une nette amélioration de l'accès à l'eau potable ainsi qu'aux services d'égout. Créer un service public qui soit financièrement durable et qui soit au service de la population pauvre des

villes est bien plus ambitieux que de remplacer la société Bechtel. Cela risque de demander un grand dévouement de la part des nouveaux gestionnaires, des organisations de mouvements sociaux, du gouvernement local et des citoyens.

### **Le Ghana : Partenariat Public- Communautaire**

Au Ghana, la Coalition Nationale Contre la Privatisation de l'eau (NCAP) a délégitimé les plans du gouvernement, de vendre les services publics d'eau. Le gouvernement a cependant continué à préparer cette privatisation, poussé par l'octroi d'un prêt de 103 millions de dollars de la Banque Mondiale approuvé en mai 2004.

Dans une lettre de protestation destinée au président de la Banque Mondiale James Wolfensohn, ainsi qu'aux acheteurs potentiels comme Véolia, Suez, Biwater et Saur, la NCAP a soutenu le fait «qu'un examen minutieux des différentes options possibles pour le secteur public devait être fait ». Dans cette lettre<sup>33</sup> co-signée par des centaines d'ONG internationales, la NCAP insiste sur le fait «qu'une réforme ainsi qu'une restructuration du service public de l'eau, est une option viable, qui requiert des investissements dans la capacité de construction et dans l'infrastructure, ainsi qu'une plus grande autonomie de gestion locale et une comptabilité communautaire locale».

La vision de la Coalition ghanéenne qui vise à résoudre la crise de l'eau, va au-delà de la « gestion bureaucratique du gouvernement », ou de la « gestion privée ». <sup>34</sup> « Ce que nous voulons voir mis en pratique au Ghana », déclare Adam Al-hassan activiste de la NCAP, « c'est une participation démocratique à l'approvisionnement en eau.»

Les méthodes auxquelles pense de la NCAP pour distribuer de l'eau à toute la population au Ghana, s'inspire des exploits accomplis par les communautés locales de Savelugu, une ville d'environ 250.000 habitants au nord du pays.<sup>35</sup> La compagnie ghanéenne des eaux, la GWCL, est le service national qui approvisionne la communauté en grande quantité d'eau et en échange la laisse responsable d'en déterminer le prix, la distribution et l'entretien des canalisations. La commune est divisée en 6 zones, chacune ayant un comité de gestion de l'eau, qui comprend un nombre égal d'hommes et de femmes. Les comités établissent les listes de tarifs et font ensuite un rapport sur les erreurs ou les dysfonctionnements du système à l'assemblée du district. Ce partenariat a été soutenu par des ONG comme World Vision International, Global 2000, le Carter Center, ainsi que l'UNICEF, chacune espérant que cette gestion communautaire aurait comme résultat de fournir de l'eau potable et de réduire à Savelugu, le grand nombre d'infections dues au ver de Guinée.<sup>36</sup> Entre 1998 et 2002, le nombre de ménages ayant accès à de l'eau potable est monté de 9 à 74%. La maladie du ver de Guinée qui frappait la communauté a été réduite de 98% depuis que le projet a été mis en place.

**«Si les consommateurs participent à la gestion de l'eau, le système sera plus transparent et démocratique. Nous ne verrons plus toute la bureaucratie qui existait auparavant.» Al-hassan Adam, Coalition Nationale contre la Privatisation de l'eau, Ghana**

Le modèle de Savelugu, qui peut être décrit comme un Partenariat Public-Communautaire (PPC) doit faire face à de nombreux défis, ce qui souligne les obstacles à surmonter afin qu'un tel modèle puisse être reproduit dans le reste du pays. Un des problèmes majeurs est que la communauté est dépendante de la GWCL pour s'approvisionner en eau et celle-ci rencontre des difficultés à fournir les quantités d'eau suffisantes pour toute la communauté. Parallèlement à la situation de Cochabamba, les problèmes de ressource en eau qui dépassent le contrôle de la communauté locale, représentent un sérieux défis pour le modèle de Savelugu. De plus, la GWCL a introduit une hausse des prix ces dernières années, due aux politiques gouvernementales de recouvrement total des coûts, soutenues par le FMI et la Banque Mondiale. La conséquence directe de ces politiques est que de plus en plus de ménages ne peuvent pas acheter de l'eau à ce prix. Une distribution insuffisante de l'eau suivie d'une hausse des prix, soulignent le besoin d'avoir de meilleures politiques gouvernementales afin d'assurer la survie de ces modèles progressistes locaux et de permettre qu'ils soient reproduits dans tout le pays.

### **Une gestion communautaire, projets soutenus par une ONG**

Un bon exemple d'exploits accomplis par une gestion communautaire, est celui de Port-au-Prince en Haïti, où l'ONG française GRET est à l'origine d'un partenariat regroupant le service public (CAMEP), les comités locaux de l'eau de 37 bidonvilles et les communautés elles-mêmes.<sup>37</sup> Ce projet, soutenu par l'aide européenne au développement, fournit de l'eau grâce à des bornes fontaines construites par le service public CAMEP et la communauté locale. La gestion se fait par les comités de l'eau qui engagent un gérant pour chaque borne-fontaine afin de s'occuper du bon fonctionnement du système. Les comités de l'eau achètent de l'eau en grande quantité à la CAMEP et récoltent les paiements des utilisateurs. Environ 600.000 habitants des 37 bidonvilles ont bénéficié de ce projet, qui propose de l'eau moins chère et de meilleure qualité. Ce projet leur évite ainsi d'être dépendants des vendeurs privés qui représentent sinon l'unique moyen d'avoir de l'eau.

Un autre exemple positif, est celui émanant du Orangi Pilot Project (OPP) à Karachi (Pakistan), soutenu par l'ONG Water Aid (GB).<sup>38</sup> Ce projet qui a été développé dans la commune de Orangi -une zone sans réelles installations sanitaires- permet aux ménages à faibles revenus, de construire et d'entretenir eux-mêmes leurs systèmes sanitaires. Cette initiative émane d'une ONG pakistanaise qui promeut la gestion et l'organisation des communautés par elles-mêmes afin de réduire les problèmes liés à la pauvreté.

L'ONG a d'abord élaboré un système sanitaire simplifié, abordable et techniquement faisable qui puisse être construit et maintenu par une population avec de faibles revenus. L'ONG a également apporté son savoir-faire et des conseils, des formations pour les petits constructeurs locaux et surtout elle a formé la population à prendre la responsabilité du maintien de ses propres systèmes sanitaires. Des groupes de 20 à 40 ménages coopèrent afin de construire et d'entretenir un système commun d'égout. Comme chacun a participé à l'élaboration de ce système, il y a une réelle motivation pour le maintenir en état. Grâce à l'utilisation de technologies peu coûteuses et le remplacement des contractants plus chers par des compétences locales, le recours à des crédits extérieurs n'est pas nécessaire. Le modèle Orangi a déjà été transféré dans 42 villages à Karachi et ce programme va être développé dans d'autres villes du Pakistan. Le plus gros problème, a sans doute été l'incapacité du gouvernement municipal de Karachi de construire les principaux égouts et installations de traitement indispensables, malgré une pression de la part de l'OPP. Ainsi, comme le gouvernement municipal ne prend pas ses responsabilités, les eaux usées se déversent dans la rivière au moment des fortes pluies.

Il existe à travers le monde, de nombreux exemples de gestion communautaire qui ont été couronnés de succès et ceci grâce au soutien financier, entre autres, de la part des ONG internationales.

Sans remettre en doute l'efficacité de ces modèles, il faut pourtant rester prudent avant de promouvoir ces modèles comme marche à suivre. En effet, ces projets ont généralement été mis en place dans des communautés où le gouvernement a été incapable d'assurer aux plus pauvres une distribution de l'eau ainsi que des moyens sanitaires. Il ne paraît pas équitable de laisser les plus pauvres construire eux-mêmes leur système, alors que ce n'est pas le cas dans les quartiers plus riches. Il faut également souligner que la redistribution des richesses et des ressources est une des missions clés du gouvernement et qu'une prise de décision démocratique, en ce qui concerne les investissements publics, est cruciale afin de permettre la création des services essentiels pour tous. Enfin, les ONG ne sont pas toujours responsables devant les communautés locales.

### **Dhaka : Un partenariat « Public-Travailleurs »**

Un modèle unique s'est avéré efficace à Dhaka, la capitale du Bangladesh, où l'approvisionnement en eau dans certaines parties de la ville est cogérée par une coopérative de travailleurs. En 1997, la proposition de privatiser la distribution en eau dans une partie de la ville (imposée par la Banque Mondiale) a fait face à une forte opposition de la part des syndicats.<sup>39</sup> En réponse à cela, l'Autorité responsable de la distribution d'eau et des égouts de Dhaka (Water Supply and Sewage Authority) (DWASA) décida d'attribuer à l'essai une zone de la ville au Syndicat des Employés de la DWASA et l'autre à une compagnie privée (EPC ldt).

Après une année d'expérimentation, les résultats de la coopérative des employés ont été tellement supérieurs, que la DWASA leur offrit le contrat passé avec la société privée. La coopérative n'a pas seulement réalisé des exploits au niveau du service à la clientèle, de la récolte des fonds et de l'encaissement des frais, mais également dans la réduction des pertes. Ils ont été plus performants que la compagnie privée, mais aussi que la DWASA qui souffre de bureaucratismes à outrance et d'inertie.

Selon Zahirul Haque, « la Coopérative des Employés a réussi parce qu'elle s'est basée sur son expérience, sur une prise de décision collective (participative) et sur des salaires attractifs afin d'avoir des employés plus intègres. » La corruption, qui est un problème répandu au Bangladesh, a été combattue en doublant le salaire des employés, « leur permettant ainsi d'être honnêtes et de s'engager activement dans l'accomplissement de leurs tâches. »

Une autre particularité de la Coopérative des Employés a été de travailler en collaboration avec des ONG afin d'améliorer la distribution de l'eau pour les habitants des quartiers pauvres. Comme c'est le cas dans beaucoup de villes du Sud, les quartiers pauvres de Dhaka n'ont jamais été approvisionnés en eau par le service public, car ils n'ont pour certains aucun statut légal. Ces habitants n'avaient donc aucun autre choix que d'acheter de l'eau à des vendeurs privés à un prix exorbitant. La situation s'est améliorée dans ces endroits, car la DWASA et la Coopérative des Employés ont mis en place des bornes fontaine.

### **Gestion de l'eau par des coopératives en Bolivie**

A travers le monde, des coopératives d'utilisateurs se sont avérées être un très bon moyen d'assurer la distribution d'eau potable dans beaucoup de petites communautés, aussi bien dans des communautés rurales que dans les quartiers pauvres des villes, où l'état a été incapable de leur assurer des services de base.<sup>40</sup> L'expérience de Santa Cruz, en Bolivie, prouve que les modèles de coopératives peuvent très bien réussir, même dans d'importants centres urbains. Santa Cruz est une ville de 1,2 millions d'habitants, dont le service d'eau, dirigé par une coopérative d'utilisateurs depuis 1979, est perçu comme le service d'eau le plus performant d'Amérique latine.

Tous les consommateurs sont membres de la « Cooperativa de Servicios Publicos Santa Cruz Ltda » (SAGUAPAC) et ont un droit de vote à « l'Assemblée Générale des Délégués » de la coopérative. Cette assemblée élit une partie du conseil administratif et du conseil de supervision. La SAGUAPAC est financièrement indépendante, et s'assure que tous les coûts sont récupérés auprès de chaque utilisateur. En d'autres termes, elle s'assure du recouvrement total des coûts. Parce qu'elle a une approche sociale, la SAGUAPAC compte chaque mois un prix plus faible pour les 15 premiers mètres cube d'eau consommés par ménage et les utilisateurs qui ont des difficultés à payer ne sont pas coupés.

« C'est parce que la SAGUAPAC est une coopérative qu'elle est aussi performante » en conclut Andrew Nickson de l'Université de Birmingham lors d'une étude. Dans d'autres grandes villes de Bolivie, les maires des municipalités grâce à leur statut de présidents au conseil des directeurs des services, n'ont cessé d'interférer politiquement, créant ainsi un grand niveau de corruption et de larges retards dus à trop de bureaucratie. Inspiré par les exploits de Santa Cruz, d'autres coopératives d'eau dirigées par des consommateurs se développèrent dans d'autres villes comme Tarija (145300 habitants) ainsi que Trinidad (80700 habitants). En Argentine, les coopératives ont depuis longtemps joué un rôle important dans la distribution de l'eau dans les villes de petites et moyennes tailles, recouvrant jusqu'à 10% de la population.

### **Solidarité pour l'eau : des partenariats « public/public »**

De nettes améliorations peuvent être faites dans le domaine de la distribution de l'eau, grâce au transfert de la gestion et des compétences entre les différents opérateurs publics. Un bon exemple de Partenariat Public-Public (PUP) est celui d'Harrismith en Afrique du Sud, où les autorités locales se sont associées à la Rand Water. Harrismith a un taux élevé de pauvreté et des systèmes de distribution d'eau sous développés, alors que la Rand Water compte parmi les services publics les plus performants au monde. La durée du contrat fut de trois ans, de 2000 à 2003. Durant ce partenariat, le secteur de l'eau et des systèmes sanitaires fut renforcé financièrement et dirigé en toute autonomie sous le nom de Amanziwethu «notre eau» Water Services (AWS). Le personnel de la Rand Water était responsable de la gestion des services, alors que les employés du conseil municipal se chargeaient des opérations quotidiennes. Les employés ainsi que les utilisateurs furent largement impliqués dans le processus consultatif.

Laïla Smith et Ebrahim Fakir du Centre d'Etudes Politiques de Johannesburg, soulignent que «le défi des services de distribution alternatifs est de s'assurer que la capacité de diriger de l'autorité locale, soit renforcée au long du partenariat.»<sup>42</sup> Ils conclurent que le partenariat d'Harrismith fut très innovateur et créerait sans doute un précédent dans le développement des futures alternatives du service de distribution.» Par ailleurs, ils constatèrent que la qualité de vie des ménages à faibles revenus n'avait que légèrement augmenté. En effet, le taux de chômage à Harrismith est de 38%, et de nombreux habitants ne peuvent se permettre d'acheter de l'eau. Les 6000 litres d'eau gratuite par mois, garantis par la constitution Sud Africaine, ne suffisent pas aux besoins des familles nombreuses d'Harrismith. Laïla Smith et Ebrahim Fakir conclurent que de telles conditions minimales d'approvisionnement n'aident guère à effacer les inégalités liées à une séparation géographique héritée de l'ex-régime d'apartheid. Cette séparation est la raison pour laquelle de nombreuses communautés sont dépourvues des opportunités économiques nécessaires pour faire face aux coûts des services de base. Ces communautés veulent de ce fait que la quantité d'eau

gratuite, assurée par la constitution, soit doublée et passe de 6000 à 12000 litres par mois.

Des partenariats entre les services publics permettent donc un réel échange d'expériences qui a pour but de rendre la gestion de l'eau plus efficace et plus appropriée aux besoins de la population. Ce partage d'expériences à travers un PUP, n'est pas seulement réservé aux besoins domestiques d'un seul pays. Des partenariats internationaux entre des services du Nord et du Sud ainsi que des partenariats entre les pays du Sud, sont tout aussi importants.<sup>43</sup> Ces partenariats peuvent aussi bien prendre la forme du support de la part d'un gestionnaire expérimenté envers le service public qui le requiert que la forme de programmes d'aides plus importants. L'aide au développement peut jouer un rôle très positif dans la réduction des obstacles auxquels fait face cette forme de solidarité domestique et internationale de l'eau. La création de l'Association Internationale des Opérateurs Publics d'eau prévue pour la fin 2004 sera un grand pas dans l'amélioration des Partenariats Public-Public.

### **Des Partenariats entre les Services Publics Malaisiens**

En Malaisie, en réponse aux plans du gouvernement de privatiser le secteur de l'eau, des groupes représentant la société civile se tournèrent vers le très performant service d'eau Perbadanan Bekalan Air Pulau Pinang (PBA) comme modèle alternatif.<sup>44</sup> A travers des partenariats entre des services publics, les distributeurs d'eau du reste de la Malaisie ont été en mesure d'améliorer leurs performances. Grâce à des contrôles efficaces, la PBA a le taux de pertes (eau perdue, gaspillée ou non payée) le plus bas du pays, avec seulement 18%.<sup>45</sup> C'est une des raisons pour lesquelles la PBA réussit à générer de larges surplus, même si ses tarifs sont les plus bas du pays. Selon Charles Santiago (Monitoring Sustainability of Globalisation) «la Malaisie doit prendre exemple sur la PBA et en particulier sur son mode de gestion, de distribution, sur ses opérations, ses performances et sa manière de réduire les pertes, tout en laissant le contrôle et la gestion des ressources d'eau dans les mains de l'état et sous contrôle public.»

### **Comment améliorer la démocratie de l'eau?**

Ce rapport a montré de nombreux exemples possibles d'amélioration de la distribution de l'eau dans les pays du Sud. Une plus grande participation de la population, ainsi qu'un plus grand contrôle démocratique s'est avéré déterminant dans de nombreux cas. L'émergence de nouvelles politiques

participatives a donné un nouveau souffle et une meilleure efficacité aux services publics d'eau qui souffrent souvent de dysfonctionnements et d'une bureaucratie trop pesante.

Le succès des cas présentés est basé sur une participation active de la population locale, que ce soit en lui permettant de déterminer les priorités liées aux investissements ou bien en assurant un contrôle démocratique afin que les services publics soient plus à l'écoute de ses besoins ou encore à travers l'engagement des citoyens à réduire les pertes d'eau et à régler d'autres défis techniques.<sup>46</sup>

Le concept de «participation» s'étant vulgarisé, il faut pourtant souligner que le succès de tous les cas exposés dans ce rapport est basé sur une vraie démocratisation du pouvoir de décision. Ceci permet aux services d'eau d'être à l'écoute des plus démunis, d'être plus efficaces et plus équitables.

Pourtant une question demeure, jusqu'à quel point est-il possible de répliquer ces modèles à l'intérieur d'un même pays, dans des pays comparables, dans une région ou dans des pays totalement différents dans d'autres parties du monde ? Nous répondons généralement, qu'augmenter le niveau de transparence et d'écoute à travers un contrôle démocratique accroît les performances de la plupart des services, et ceci peu importe les circonstances socio-économiques ou l'environnement politique. D'autres recherches sont bien évidemment nécessaires avant de répliquer ailleurs ces modèles alternatifs.

***« Créer des institutions participatives afin de développer les services publics est une question politique. Ce processus prendra du temps, sera la source de nombreux conflits et ne mènera pas forcément à une gouvernance représentative. »<sup>47</sup> Tim Kessler, Citizen's Network on Essential Services.***

En effet, on peut se demander si le modèle de «gestion participative» de Porto Alegre peut être répliqué dans des villes qui n'ont pas au pouvoir un parti progressiste comme le Partido dos Trabalhadores (PT). L'exemple de Cochabamba nous prouve que c'est possible. En effet, un modèle similaire de gestion centré sur la population et basé sur un contrôle démocratique s'y développe, malgré l'absence de soutien et même les entraves de la part du maire et du conseil municipal de la ville. Les réformes sont menées par les activistes des différentes communautés qui ont acquis un réel pouvoir d'opposition à travers leur lutte contre la Bechtel en 2000.

Un tel modèle de gestion de l'eau est-il applicable dans une mégapole comme Manille qui a plus de 10 millions d'habitants dont la plupart vivent dans des bidonvilles et n'ont pas accès à l'eau courante ? La solution à ce problème est-elle de décentraliser en divisant la ville en 5 ou 10 zones ?

Les décisions concernant la distribution de l'eau dans les villes du Sud sont bien souvent à l'origine de nombreux conflits politiques, où les intérêts des élites politiques et économiques s'opposent à celles des plus pauvres. Comme ces exemples nous le montrent, obtenir plus de justice dans le secteur de l'eau passe par une mobilisation des personnes marginalisées suivie de réformes dans la gestion de l'eau afin d'obtenir un système plus démocratique et transparent. Ce genre de succès est plus à prévoir dans des villes où l'accès inégal à l'eau potable crée un réel besoin de redistribution.

Pourtant, jusqu'à quel point le modèle de gestion participative est-il intéressant en Europe, où les services publics réussissent généralement à fournir de l'eau potable à un prix abordable? En Italie, la participation de la population à la gestion de l'eau a déjà été introduite à Grottamare ainsi que dans d'autres municipalités.<sup>48</sup> Ce genre d'expériences pourrait permettre de revitaliser les services publics, en les rendant plus performants et donc plus aptes à faire face aux menaces de privatisation soutenues par les gouvernements locaux et nationaux. Giovanni Allegretti de l'Université de Florence, souligne que les expériences de participation à la gestion du budget en Europe, montrent que les citoyens/utilisateurs peuvent non seulement contribuer à « moderniser les services publics », mais qu'ils possèdent aussi des connaissances pouvant améliorer la qualité des décisions prises.<sup>49</sup>

Nous n'allons pas tenter de répondre entièrement à toutes ces questions dans ce rapport, mais nous voulons seulement souligner le fait qu'il doit y avoir plus d'échange d'informations, d'idées et d'expériences entre ceux qui sont directement impliqués dans le développement ou dans la gestion de ces modèles alternatifs. Le prochain livre sur la gestion participative de l'eau dans les zones urbaines pourra apporter de plus amples informations à ce sujet. Le site Internet [waterjustice.org](http://waterjustice.org) offre des ressources virtuelles ainsi qu'un lieu d'échanges afin de pouvoir partager ces expériences, débats et stratégies sur ces problèmes clés.

Il est impératif pour la communauté internationale, d'aider à développer ces modèles alternatifs. Après des années de tentatives ratées de privatisation de l'eau, il est temps de privilégier d'autres options afin d'améliorer le contrôle public et communautaire de la distribution d'eau.

### **Financer l'eau publique pour tous**

Les services publics au Sud éprouvent de grandes difficultés à récolter les fonds nécessaires pour améliorer l'accès à l'eau potable. Le montant total

nécessaire à l'approvisionnement en eau de tous les citoyens des zones urbaines du monde est estimé entre 9 milliards de dollars (pour une technologie moins coûteuse) et 49 milliards de dollars (ce qui inclut le traitement des égouts et des eaux usées).<sup>50</sup> Il est intéressant de souligner que le budget militaire des Etats-Unis est de 339 milliards de dollars.

Que doit-il se passer au niveau international afin de faciliter les financements vers les services publics d'eau? Voici quelques options de base :

- Annulation des dettes : chaque année, les pays les plus pauvres transfèrent 382 milliards de dollars aux banques et aux institutions internationales afin de rembourser leurs dettes accumulées auprès des pays riches.<sup>51</sup> A cause de taux d'intérêts exorbitants, le montant total des dettes a atteint un montant de 2.5 billions de dollars, ce qui représente bien plus que le montant original.
- S'assurer que les aides au développement venant du Nord cessent de décroître et que les prêts administrés pour la distribution de l'eau et pour les moyens sanitaires n'impliquent pas la privatisation du service.
- Permettre dans le secteur de l'eau, l'existence de mécanismes de garantie sous-étatiques, afin que les municipalités puissent demander des prêts sur les marchés internationaux (ce qui est très difficile pour le moment puisque les municipalités dans les pays en développement sont considérées comme inaptes à demander des crédits).

Hormis un transfert international d'argent, il existe de nombreuses options de financements locaux :

- Une taxation plus efficace et progressive des gouvernements nationaux et locaux (en augmentant les taxes sur les entreprises et sur les personnes à haut revenu) afin d'obtenir des fonds permettant d'améliorer l'approvisionnement en eau potable.
- Dans beaucoup des modèles participatifs décrits dans ce rapport, les fonds nécessaires aux investissements peuvent être financés par l'introduction de tarifs progressifs.<sup>52</sup> La capacité des utilisateurs à payer reste une préoccupation majeure, mais des systèmes de tarification bien étudiés peuvent assurer un accès à l'eau équitable et un prix abordable. Le degré de recouvrement des coûts de ce genre de systèmes est une question de choix politique. Un recouvrement total des coûts peut être possible dans certaines villes, mais peut avoir des conséquences sociales désastreuses dans d'autres, en particulier si ces villes n'ont pas introduit des systèmes de tarifs solidaires.
- L'assurance que les personnes disposant de hauts revenus payent l'eau à un prix plus élevé que celles possédant de faibles revenus. Faire payer plus cher le développement des infrastructures dans les quartiers riches, est une autre option. Le service public de Porto Alegre

utilise ce genre de méthode afin de générer des surplus qui serviront à financer de nouveaux projets. Cela réduit la dépendance aux emprunts extérieurs.

- Pour certaines communautés ne disposant pas de fonds, il est plus intéressant et moins risqué d'emprunter de l'argent localement qu'à des institutions internationales. La mise en commun de fonds par plusieurs communautés leur permet d'avoir accès aux banques, tout en diminuant le risque pour les prêteurs locaux et rendant le prêt plus abordable.<sup>53</sup>
- Récouter des fonds en émettant des titres « bons » municipaux est une autre possibilité. Fournir des titres sur le marché international requiert des taux de crédits que seules peu de villes parviennent à obtenir, même si la ville d'Ahmedabad en Inde y est parvenue en 1998.<sup>54</sup> Une autre possibilité serait de vendre ces titres municipaux sur le marché local, comme le fait la compagnie sud Africaine Rand Water. Ceci a pour but de ne pas dépendre systématiquement des financements extérieurs et donne plus de garantie aux investisseurs locaux, spécialement en temps de crise.<sup>55</sup>

## Notes :

<sup>1</sup> Quoted in "Jakarta Water Privatisation", Nila Ardhanie, Indonesian Forum on Globalisation, September 2004

<sup>2</sup> In addition to the examples described in this report, many more cases have been documented by the Public Services International Research Unit (PSIRU). See for instance "Public services work!", Public Services International, September 2003, <http://www.psiru.org/reports/2003-09-U-PSW.pdf>

<sup>3</sup> For an overview of the social and health impacts of water privatisation Manila, Jakarta, Buenos Aires and many other cities, see "The Water Barons", The Center for Public Integrity, February 2003.

<sup>4</sup> "European Water TNCs: Towards Global Domination?", CEO Info Brief, March 2003, <http://www.corporateeurope.org/water/infobrief1.htm>

<sup>5</sup> This was very visible at the March 2003 World Water Forum where activist accounts of disastrous privatisation experiences in the South torpedoed the PR strategy of the pro-industry World Water Council (WWC). See for instance "Water privatizers on the defensive", New Internationalist website, <http://www.newint.org/features/kyoto/020603.htm>

<sup>6</sup> "Water multinationals in retreat", PSIRU, January 2003.

<sup>7</sup> Bantay Tubig: [www.ipd.ph/Bantay%20Tubig/web-content/b2big\\_main.html](http://www.ipd.ph/Bantay%20Tubig/web-content/b2big_main.html)

<sup>8</sup> Jubilee South: <http://www.jubileesouth.org/>

<sup>9</sup> "Malaysia's Water Barons", Global Water Intelligence, March 2004

<sup>10</sup> "Malaysian firm wins Zimbabwe water project", Water & Wastewater International, August 2004.

<sup>11</sup> World Bank Watch, April-June 2004,

<http://www.citizen.org/cmep/Water/new/wbwatch/articles.cfm?ID=11802>

<sup>12</sup> Options considered by the World Bank include: out-put based cash subsidies, in-kind grants, tax breaks, capital contribution, guarantees of risk. See "Who's Taking Risks? How the World Bank pushes private infrastructure - and finds resistance in some surprising places". Tim Kessler, Citizen's Network on Essential Services (July 2004).

<sup>13</sup> Ibid.

<sup>14</sup> See for instance: [http://www.bothends.org/project/project\\_info.php?id=13&scr=tp](http://www.bothends.org/project/project_info.php?id=13&scr=tp)

<sup>15</sup> "Investing in the bureaucracy of privatisation – a critique of the EU water initiative papers", PSIRU, February 2003.

<sup>16</sup> "Evian: Corporate Welfare or Water for All?", CEO Info Brief 6, May 2003,

<http://www.corporateeurope.org/water/infobrief6.htm>

<sup>17</sup> "Profiting from Poverty: Privatisation consultants, DFID and public services", War on Want, September 2004, <http://www.waronwant.org/profitng>

<sup>18</sup> "WTO and Water: The EU's Crusade for Corporate Expansion", CEO Info Brief, March 2003:

<http://www.corporateeurope.org/water/infobrief3.htm>

<sup>19</sup> "EU, Mercosur Suspend Talks on Free Trade Accord Until August", Bloomberg, July 22 2004. The Mercosur European Business Forum (MEBF) has functioned as an engine of the neo-liberal economics driving the negotiations. The MEBF consists of European TNCs and their counterparts in Latin America.

<sup>20</sup> European water giants like Suez and East Asian construction and engineering companies work within the AEBF's very active working groups on Infrastructure and Environment to promote privatisation.

"Asia-Europe Business Forum - ASEM's Corporate Bias", CEO Issue Briefing, September 2002, <http://www.tni.org/asem-copenhagen/ceobrief.htm>

<sup>21</sup> "Financing Public Water", Workshop during World Social Forum, 19/1 2004,

<http://www.waterjustice.org/article.php?subSectionID=1&articleID=42>

<sup>22</sup> "Keeping it public in Bogotá", Sarah Garland, NACLA Report on the Americas, July/August 2004.

<sup>23</sup> "Cambodia: Water agency's efficiency lauded", Asia Times Online, February 21 2003.

<sup>24</sup> "Water in Porto Alegre, Brazil - accountable, effective, sustainable and democratic", Public Services International Research Unit, August 2002. <http://www.psiru.org/reports/2002-08-W-dmae.pdf>

<sup>25</sup> See also "Water: public management success in Rio Grande do Sul - Brazil", by Dieter Wartchow, Companhia Riograndense do Saneamento (CORSAN).

<sup>26</sup> See also: SAMAE - Caxias do Sul/RS: <http://www.samaecaxias.com.br/>

SEMASA - Santo André/SP: <http://www.semasa.com.br/>

SAAE - Jacareí / SP: <http://www.jacarei.sp.gov.br/saae.htm>

SEMAE - Piracicaba / SP: <http://www.semaepiracicaba.org.br>

<sup>27</sup> "People-centered Water Management is Possible!", Seminar on Alternatives to Water Privatisation, January 17 2004, World Social Forum, Mumbai.

<http://www.waterjustice.org/analysis.php?componentID=5&articleID=11>

<sup>28</sup> "Recife Refuses World Bank Proposal - Gets Loan Without Privatisation": <http://www.waterjustice.org/uploads/attachments/pdf40.pdf>

- 
- <sup>29</sup> Association of Municipal Water and Sanitation Public Utilities (ASSEMAE): <http://www.assemae.org.br/>
- <sup>30</sup> "International Solidarity Strengthens the Struggle", by Sabrina Souza and Tom Kruse
- <sup>32</sup> See also the MSc thesis by P. Terhorst (2003) "Public-Popular Organisations, The case of Cochabamba, Bolivia", online on [http://wedc.lboro.ac.uk/projects/new\\_projects3.php?id=26](http://wedc.lboro.ac.uk/projects/new_projects3.php?id=26) (under 'other outputs').
- <sup>33</sup> "Advances in Cochabamba", Luis Sanchez and Raul Salvatierra - July 2004, <http://www.waterjustice.org/casestudy.php?componentID=4&articleID=46>
- <sup>34</sup> [http://www.citizen.org/cmep/Water/cmep\\_Water/reports/ghana/articles.cfm?ID=12267](http://www.citizen.org/cmep/Water/cmep_Water/reports/ghana/articles.cfm?ID=12267)
- <sup>35</sup> Al-hassan Adam speaking at the seminar on alternatives to water privatisation, January 19 2004, World Social Forum, Mumbai. <http://www.waterjustice.org/analysis.php?componentID=5&articleID=11>
- <sup>36</sup> "Community Public Sector Partnership for the Provision of Water Services in Savelugu, Ghana", Patrick Apoya, Community Partnerships for Health and Development, Ghana, July 2003. <http://www.commonwealthpeople.com/info/ghana.pdf>
- <sup>37</sup> Water Privatisation in Ghana: Activists Battle With Government and World Bank, Al-hassan Adam, National Coalition against Privatisation of Water - NCAP (November 2003), <http://www.waterjustice.org/casestudy.php?componentID=1&articleID=14>
- <sup>38</sup> GRET contributed in the initial phases with financial support, training and other organisational support, but has reduced their involvement gradually as the project proved to be self-sustained by the local partners. See also the website of Groupe de Recherche et d'Echange Technologique (GRET): [http://www.gret.org/monde\\_uk/result.asp?pays=90](http://www.gret.org/monde_uk/result.asp?pays=90)
- <sup>39</sup> See for instance "Community-Managed Sanitation Services for the Urban Poor in Asia, Africa and Latin America: Constraints to Scaling-up of 'Islands of Success'", by Ramesh Bhatia, Resources and Environment Group (New Delhi, India). [http://www.dep.no/filarkiv/202585/Bhatia\\_-\\_success\\_cases1.pdf](http://www.dep.no/filarkiv/202585/Bhatia_-_success_cases1.pdf)
- <sup>40</sup> "Experimental Alternate Option to Privatisation of Water Industry in Dhaka, Bangladesh", by M.Z.Hoque, presentation for the seminar on advancing alternatives to privatisation, Kyoto, 22 March 2003. <http://www.waterjustice.org/uploads/attachments/attachment48.pdf>
- <sup>42</sup> In areas without access to public services, communities in many cases have developed their own projects to ensure access to drinking water. "Going the cooperative way", The Courier, February 2001.
- <sup>43</sup> "Organisational Structure and Performance in Urban Water Supply: The Case of the SAGUAPAC Co-operative in Santa Cruz, Bolivia", Andrew Nickson, International Development Department, University of Birmingham, [http://www.idd.bham.ac.uk/research/Projects/Role\\_of\\_gov/workingpapers/Saguapac%20final.pdf](http://www.idd.bham.ac.uk/research/Projects/Role_of_gov/workingpapers/Saguapac%20final.pdf)
- <sup>44</sup> "The Struggle to Deliver Water Services to the Indigent: A Case Study on the Public Partnership in Harrismith with Rand Water", Dr. Laila Smith & Ebrahim Fakir, Centre for Policy Studies (Johannesburg), September 2003, <http://www.cps.org.za/cps%20pdf/RR103.pdf>
- <sup>45</sup> One such partnership was initiated in August 2002 between Rand Water and the Brazilian Association of Municipal Water and Sanitation Public Utilities (ASSEMAE), others are under preparation.
- <sup>i</sup> "Public-public partnership for water management proposed", Malaysiakini (online newspaper), July 31 2004, <http://www.malaysiakini.com/news/28836> See also: "Privatisation vs. Public-Public Partnership in Malaysia", Charles Santiago, Monitoring Sustainability of Globalization, 2004.
- <sup>46</sup> Non-revenue water includes water lost due to leaks in the pipes or wasted elsewhere in the system, but also illegal connections. NRW levels of 40-60% are common in many large cities in the South, whether public or privatised. In western Manila, NRW levels increased from 60 to 66% after privatisation.
- <sup>47</sup> The World Bank, for instance, routinely abuses 'participation' as a means to effectively bypass local opposition to its projects. See: "The World Bank's role and policy in water management", in "Water Privatisation – Trans-National Corporations and the Re-regulation of the Water Industry", Matthias Finger and Jeremy Allouche, Spon Press, London 2002.
- <sup>48</sup> "Who's Taking Risks? How the World Bank pushes private infrastructure - and finds resistance in some surprising places". Tim Kessler, Citizen's Network on Essential Services, July 2004.
- <sup>i</sup> "Local Democracy", Hilary Wainwright, Red Pepper, August 2004.
- <sup>49</sup> "The Return of the Caravels – Participatory Budgets from South America to Europe", Giovanni Allegretti and Carsten Herzberg, TNI briefing 2004/5.
- <sup>50</sup> "Financing water for all. Beyond border policy convergence in water management." IDS working paper 223, 2004.
- <sup>51</sup> "Balancing the Other Budget: Proposals for Solving the Greater Debt Crisis - How Globalisation Creates Debt and Why the Rich Are in Debt to the Poor", Andrew Simms and Romilly Greenhill, Jubilee Research at the New Economics Foundation. London.
- <sup>52</sup> "Financing urban water utilities: the costs of money", Draft background note prepared for the AEPF 5-9 September 2004 in Hanoi, Vietnam, by Bernhard Hack
- <sup>53</sup> Jude Esguerra speaking at the workshop on Financing Public Water, January 19 2004, World Social Forum, Mumbai. <http://www.waterjustice.org/article.php?subSectionID=1&articleID=42>

---

<sup>54</sup> The city issued a municipal bond that received a credit rating of AA. Bonds backed up by government guarantees are usually considered a very safe investment. "Water Finance - a Discussion Note" David Hall, PSIRU, January 2004. <http://www.psir.org/reports/2004-01-W-finance.doc>

<sup>55</sup> In this case, it is the good financial standing of the utility that makes it possible to access finance. Thabani Myeza speaking at the workshop on Financing Public Water, January 19 2004, World Social Forum, Mumbai. <http://www.waterjustice.org/article.php?subSectionID=1&articleID=42>

---

## **D'autres sources**

### **8GATSwatch**

GATSwatch brings together the growing body of NGO and academic critique of the WTO services agreement and ongoing liberalisation talks.

[www.gatswatch.org](http://www.gatswatch.org)

### **8ASSEMAE (Associação Nacional dos Serviços Municipais de Saneamento)**

Progressive federation of public water utilities in Brazil.

[www.assemae.org.br](http://www.assemae.org.br)

### **8REDES**

Friends of the Earth Uruguay

[www.redes.org.uy/](http://www.redes.org.uy/)

### **8Public Services International (PSI)**

The international trade union federation of public sector workers, involving more than 600 trade unions in over 140 countries.

[www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)

### **8Public Services International Research Unit:**

For a wealth of research on water privatisation and public water, go to:

<http://www.psiu.org/reportsindex.asp>

### **8European Federation of Public Service Unions**

<http://www.epsu.org/>

### **8Public Citizen**

Campaigning to keep water as a public trust.

[www.citizen.org/cmep/water](http://www.citizen.org/cmep/water)

### **8Polaris Institute**

Canadian institute campaigning against GATS and for public services.

<http://www.polarisinstitute.org/>

### **8Friends of the Earth International (FOEI)**

Federation of autonomous environmental organizations from 68 countries.

[www.foei.org/water/index.html](http://www.foei.org/water/index.html)

### **8Council of Canadians**

Campaigns to ban the bulk export of water and head off commodification and privatisation.

[www.canadians.org/](http://www.canadians.org/)

### **8World Development Movement**

The UK-based WDM campaigns tackle the root causes of poverty.

[www.wdm.org.uk/](http://www.wdm.org.uk/)

**8Institute for Popular Democracy (IPD)** is a political research and advocacy institute serving social movement groups, non-government organizations (NGOs) in development work, and progressive local government officials.

<http://www.ipd.ph/about/about.html>

### **8Freedom Debt Coalition**

<http://www.freedomfromdebtcoalition.org/>

Jubilee South is a network of jubilee and debt campaigns, social movements, people's organizations, communities, NGOs and political formations. <http://www.jubileesouth.org/>

---

### **8Jubilee South**

is a network of jubilee and debt campaigns, social movements, people's organisation, communities, NGOs and political formations.  
<http://www.jubileesouth.org/>

### Couverture verso :

Les années 90, caractérisées par une vague de privatisation, représentent une décennie perdue dans la lutte pour l'accès à l'eau potable. Les expériences désastreuses de privatisation dans les grandes villes du Sud, montrent que les besoins en eau des populations les plus pauvres ne peuvent être abandonnés aux mains des multinationales de l'eau qui n'ont d'autre but que le profit. Il est temps à présent de recentrer le débat sur l'eau autour des questions principales : "comment améliorer et accroître la distribution d'eau à travers le monde?".

D'importantes leçons peuvent être tirées des nouveaux modèles publics et participatifs qui se développent dans des villes comme Dhaka au Bangladesh, Cochabamba en Bolivie, Savelugu au Ghana, Recife au Brésil et dans beaucoup d'autres. Dans toutes ces villes, la distribution d'eau par les services publics a été améliorée grâce à un contrôle populaire et à des réformes démocratiques. Ces modèles très divers représentent une véritable source d'inspiration et d'alternatives viables, pour des services publics défaillants ainsi que des multinationales motivées par le profit.

Ce rapport de TNI «Réclamer l'Eau Publique ! » est le fruit du projet «Water Justice » qui lui-même fait parti de leur programme «Alternative Regionalisms ». Ce projet est développé conjointement avec le CEO (Corporate Europe Observatory), afin de renforcer la solidarité internationale à travers des campagnes contre la privatisation de l'eau et en promouvant des alternatives participatives.

#### **Livre sur les alternatives à la privatisation de l'eau**

TNI va bientôt publier un livre plus détaillé sur les alternatives à la privatisation de l'eau (en anglais). On pourra y trouver notamment d'autres exemples de modèles participatifs.

#### **Comment s'impliquer dans « waterjustice.org »**

Le site Internet [waterjustice.org](http://waterjustice.org) offre des ressources virtuelles ainsi qu'un lieu d'échanges afin de pouvoir partager ces expériences, débats et stratégies sur ces problèmes clés.

#### **Souscrivez à nos listes e-mail**

TNI a 2 listes e-mail qui permettent de se tenir informé sur les problèmes liés à l'eau. La [[waterjustice](http://waterjustice.org)] et la [[waterstrategyamsterdam](http://waterstrategyamsterdam.org)].  
Pour plus d'informations, contactez <[satako@tni.org](mailto:satako@tni.org)>

